L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 29 JUILLET 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 29 JUILLET 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Placide J. Specr, à la Bourse des Négociants et des Hommes-de, rue Royale, la marchandise et meubles décrits sur Nos 116 et 120 Poydras de la Ruelle, et lieu de terre de vingt situés à Gentilly.

ECONOMIE

Quelques gens, en très petit nombre, émettent des doutes sur la possibilité d'administrer l'Etat avec le budget de réduction tel qu'il a été réduit par la Convention. Mais ces doutes ne pourront tenir devant l'examen des réductions votées dans le budget des dépenses. L'un ne va pas sans l'autre et pour chaque diminution de revenu nous voyons dans l'œuvre de la Convention une diminution de dépenses. Il est clair que nous entrons bientôt dans un système économique en dehors de nos habitudes depuis longues années, et nous pouvons même dire en dehors de nos habitudes avant la guerre. Aucune Constitution antérieure ne fixait une part aussi congrue aux officiers publics. Aucune Constitution n'avait établi des salaires fixes pour des fonctionnaires d'un rang inférieur et qui cependant étaient mieux rétribués que ceux qui occupaient les premières places. C'était là un grand abus, une énorme inégalité, abus et inégalité auxquels la Constitution future mettra un terme. Nous parlons ainsi parceque nous ne pouvons admettre que la Législature prochaine, chargée de compléter certains détails et de fixer certains chiffres, ose déranger l'économie établie en principe par la convention de 1879. Au contraire, il est à peu près sûr que la Législature plus imprimée et mieux renseignée que les précédentes, et surtout plus patriotique et plus dévouée au bien public, suivra les traces de la convention et achèvera l'œuvre d'une manière intelligente. Bien mal vu serait le représentant qui, par des moyens indirects et de fausses interprétations, essayerait de donner quelques coups de hache inutile à un travail constitutionnel duquel le peuple de bonne foi attend la rédemption de l'Etat! Ces tentatives n'auront pas lieu, ou si elles ont lieu, elles ne feront si étrangement qu'on peut dire d'avance qu'elles n'auront aucun succès. Du reste, la Convention a pris soin elle même de faire à peu près tout ce qu'elle pouvait pour assurer l'avenir de son œuvre; non seulement, elle n'a laissé à la Législature que des vétilles à régler, ce qui n'encourage que fort peu le génie du législateur, mais encore elle a supprimé une session sur deux, ce qui soustrera cent cas indigestions parlementaires, aux intrigues des coteries, aux artifices des spéculateurs, aux mouvements des coalitions, aux confusions de lois, tout en sauvant à l'Etat une forte somme tous les deux ans. Nous devrons toujours être reconnaissants envers la Convention de ce grand service, service qu'elle nous a rendu sans hésitation, sans division, et avec une harmonie qui lui fait un impérissable honneur.

Nous voyons donc que l'intérêt public est parfaitement garanti de ce côté, et de l'autre, c'est-à-dire pour ce qui concerne le point de vue économique et la possibilité d'administrer l'Etat avec les ressources votées par la Convention, la garantie nous semble aussi complète. Avec une diminution d'un million dans les dépenses, et une recette d'environ un million, nous pourrons faire face à tous les besoins, du moins tant que l'intérêt de la dette publique ne sera pas augmenté de deux pour cent. Dans cinq ou six ans, si le peuple accepte ce règlement qui, en bout de ce terme, porte l'intérêt de la dette à 1 pour cent de plus, nous verrons ce que l'Etat pourra faire et ce que le peuple pourra payer. Dans tous les pays civilisés, les impôts se règlent sur les capacités industrielles et pécuniaires du peuple. On ne doit lui demander qu'une très faible partie de son revenu pour soutenir l'administration publique, et la réduction des dettes et des dépenses quand elles deviennent oppressives, est une nécessité absolue, et à laquelle il faut se rendre. En résumé, si on suppose la justice la constitution et l'ordonnance sur la dette, les conséquences de l'œuvre de la Convention ne nous laissent, pour le moment, aucune inquiétude.

Nous ne saurions en dire autant pour ce qui concerne la ville, bien que nous approuvions pleinement la limite de la taxe à 1 pour 100. Cette dernière gêne de cause à cette Union des propriétaires et des contribuables, qu'un journal de cette ville avait réduits au nombre de sept. On a vu par les 9000 pétitionnaires dont les interminables listes ont été présentées à la Convention; on a vu aussi par le meeting tenu sur le pave; Lafayette à Pargoud des listes, et ces innombrables et prospectatives n'étaient qu'un nombre de sept. Ces propriétaires étaient en assez grand nombre pour gagner leurs deux pouces de taxe pour la ville et pour l'Etat. Une de ces taxes est réduite à 1 pour 100 et l'autre à 6 mills. C'est ce qu'ils demandaient depuis six ans et ce qu'ils ont obtenu vraiment à force de bon sens et de persistance. Les premiers, ils avaient fait valoir la nécessité et la justice de ces réductions, et la Convention les a adoptées telles qu'ils les avaient formulées et proposées au début de toutes les considérations, de toutes les oppositions et de toutes les attaques de parleurs de bons, de orateurs, de boiteux et de crâneurs de tout genre. C'est là une immense victoire et dont l'honneur revient en majeure partie à un certain nombre de patriotes dont il est à mille de rappeler ici les noms, attendu que ces hommes n'ont jamais cherché la notoriété dans leur intérêt exclusif; mais le peuple les connaît et ne les oubliera pas. On verra en outre de nos taxes d'Etat de beaucoup inférieure à 6 mills. Pendant plus de 50 ans cette taxe n'avait pas dépassé 2 mills 1/2. Mais on n'avait jamais vu une taxe de ville limitée à 1 pour 100. Il est possible que, sous le gouvernement territorial, la ville n'ait pas été grevée d'une charge plus lourde. Mais dans l'ignorance où nous sommes des arcanes budgétaires d'alors, nous ne pouvons l'affirmer.

Maintenant bien que la Convention n'ait pu s'occuper des affaires de ville, puisque elle l'aurait fait si un rapport lui demandait quelques heures de travail, elle a pourvu à la Législature et aux administrations futures de ville la nécessité d'une réforme profonde, cette réforme étant ce portier à la dette et sur la dette pour les dépenses du gouvernement. La Convention a compris que n'ayant pas temps de discuter la réforme, il fallait simplement pourvoir une législature de tous les pouvoirs qu'elle a fait en votant énergiquement et résolument un maximum de dépense beaucoup plus la dette de 6 mills n'a pas été et de la dette d'Etat. Avec une taxe de 6 mills sur 140 ou 150 millions de valeurs imposables, nous n'avons à payer [illegible] qu'un intérêt de 2 pour 100 [illegible] dette de deux millions, tandis que la ville nous avons un [illegible] de 5 pour cent à servir sur une dette de 20 millions, sans compter 4 millions d'intérêts accumulés ou de dette flottante, et cet intérêt de 5 pour 100 pour 20 millions, devra être levé sur un assessment réduit à 88 ou à 90 millions.

Comment ferons-nous pour joindre les deux bouts? Il y a, en cela, une impossibilité absolue. Le président du comité de la dette de ville l'a dit à la Convention et a insisté sur le besoin d'une taxe beaucoup plus forte, mais son maximum a été repoussé impitoyablement par la Convention qui a compris parfaitement que, ne pouvant régler ce point elle-même, il fallait du moins, par une ordonnance vengeresse, fixer le maximum de la taxe à un chiffre qui forçât la Législature à réformer et à réduire, et qui aussi forçât les créanciers de la ville à se soumettre à un arrangement équitable. C'est là, en effet, le seul moyen que nous connaissions d'arriver à un résultat favorable à la ville. Avec ces trois mots, le *maximum fixé*, la Convention a dit aux créanciers: la ville a une dette qui est le double de celle de l'Etat, avec un assessment de 50 millions de moins; comment ferez-vous pour la payer si vous n'en réduisez et le principal, ni l'intérêt? Il faut donc vous déterminer, bon gré malgré, à purger vos créances, à rejeter totalement les mauvaises et même à réduire les bonnes, si vous voulez maintenir votre existence municipale."

Voilà ce qu'avec trois mots la Convention a dit aux créanciers et aux administrateurs de la ville, et voilà ce qu'ils ont à considérer aujourd'hui. Il n'y a pas moyen de reculer et les Bostoniens n'auront plus qu'un règne assez court. Nous savons bien que nos administrateurs voudraient continuer le jeu des bons à prime jusqu'à la session de la Législature prochaine. Mais cette session commencera en janvier 1880 et une de ses premières délibérations consistera à régulariser les affaires de ville. Par conséquent la loterie municipale ne pourra être poussée plus loin. Nous reviendrons ce sujet dans d'autres articles.

INTERNATIONAL REVIEW.—Nous signalerons dans le numéro d'août de cette publication les articles suivants: Politique courante et littérature en France, par E. de Pressensé; George Sand, sa vie et ses écrits, suite, par Léopold Kalsober; Séparation, par Wm. M. Hardinge; Gouvernement de cabinet aux Etats-Unis, par Thomas W. Wilson; Les Zoulous, par J. A. Farrer, etc., et les critiques littéraires usuelles. *Le International Review* est publié à New York par A. S. Barnes & Co.

Les amateurs de musique d'ensemble en entendront de belle au Fort Espagnol, ce soir.

CHASSEURS.—Nous répétons nos lecteurs à la réponse de M. Castillo, à la demande de cigares qui lui avait été adressée, réponse insérée dans notre première page d'annonces. M. Castillo dit que s'il n'a pas reçu en temps convenable la qualité de feuilles de tabac dont il se sert toujours dans une telle fabrication. Mais aujourd'hui, les diverses marques sont prêtes pour la vente et ses amis et le public en général trouveront à son magasin de la rue du Canal, 142.

Si vous voulez un bon piano, adressez-vous à Werlein, 135 Canal. Ne parlez pas l'oreille à ce que l'on pourrait vous dire au-dehors, mais allez voir par vos propres yeux. Les affaires de M. Werlein ont doublé depuis un an. Il vous donnera pleine satisfaction. Vous trouverez chez lui des pianos de Chickering, de Mathushek, de Hale, de Pleyel, etc., ainsi que des pianos d'occasion. Un échange aussi. Les prix sont bas et les conditions de paiement faciles et libérales.

Il y a Concert, ce soir, au Fort Espagnol.

LES JUIFS A MANHATTAN BEACH.—M. Austin Corbin, président anti-israélite de la Manhattan Beach Company, a reçu des lettres de démission, dont il ne paraît nullement touché, disant qu'il en a reçu d'autres approuvant entièrement sa conduite. M. Corbin dit que les premières viennent de gens mal élevés tandis que les secondes émanent des personnes de bonne éducation et les plus honorables. Naturellement tous les israélites ne sont dans de la mesure prise à leur égard, et voici la déclaration que le "Russian Jew délégué sur les droits civils et religieux de l'Union des congrégations hébraïques américaines" a formulée en réponse aux attaques de M. Corbin:

"Nous sommes que l'opinion publique condamne catégoriquement la récente action de la Manhattan Beach Company, dont le président a déniaisé les israélites de New York indignes de jouir des mêmes privilèges que les autres.

"Nous estimons que ceux qui pourvoient à l'amusement ou à la pensée du public devraient s'abstenir d'une telle distinction odieuse contre aucune classe de résidents, quelles que fussent leurs croyances religieuses ou leur nationalité. Le maire de New-York, le président commercial des Etats-Unis, qui elle-même offensée par cette manifestation méprisable de bigoterie et de préjugé, affectant un corps de résidents qui sont des premiers dans tout ce qui implique la respectabilité et les sentiments honorables.

"Nous recommandons à nos coreligionnaires, tandis que naturellement, en commun avec d'autres citoyens désenés, ils retireront leur clientèle à la compagnie dont le président a de gaieté de cœur méconnu le nom israélite, et s'abstenir de toutes manifestations publiques qui donneraient simplement à cette vulgaire et brutale attaque une importance qu'elle ne mérite pas. Il est au-dessous de notre dignité de nous occuper davantage d'un tel vil assaillant; nous pouvons en toute sérénité laisser le soin de notre défense au sentiment public intelligent et avancé de nos concitoyens, sans distinction de croyance ou de race."

Samedi, qui est, comme on sait, le jour du repos des juifs, mettra donc fin à la question à l'épreuve. Hier, il n'y avait que peu de juifs à Manhattan Beach, mais il y a tout à donner de familles israélites en passion à l'Hôtel. Cependant elles ne sont nullement inquiétées, sans doute parce qu'elles font partie de ces gens bien élevés qui font exception à la classe, d'après M. Corbin.

Lévy, le chanteur connu, qui appartient aussi à la grande tribu, donnera toujours ses $450 par semaine et reste tout à fait en dehors de la question.

M. Corbin dit qu'il n'abrogera ni ne modifiera sa décision. Naturellement si les juifs vont chez lui, il ne peut pas les mettre à la porte. Reste à savoir s'ils continueront à l'honneur de leur clientèle.

(*Courrier des Etats-Unis*)

Grand Concert au Fort Espagnol, ce soir.

—Bordeaux, 13 juillet.—Un violent incendie vient de détruire le château Langoa, à Saint-Julien, dans le Médoc. On attribue ce sinistre à la combustion spontanée des foins engrangés. Malgré la promptitude des secours, tout a été insalle; en un quart d'heure, le bâtiment d'exploitation, les granges, les hangars et les récoltes qu'ils contenaient ont été anéantis.

SI.—Le Sénat de nouvelle ne peut plus longtemps se croiser.—Le Sénat qui vient du point atmosphérique, en demande de ne terminer la session est remis à 3 millions de gens qui campement là et des échelonnes paroissiennes habitent l'air périodiquement, et engendrent les fièvres intermittentes et pernicieuses, par les Mississippi Steamboat Mélasse, le Natchez et les Natchitoches ne sont donne de la mesure prise à leur égard, et voici la déclaration que le "Russian Jew délégué sur les droits civils et religieux de l'Union des congrégations hébraïques américaines" a formulée en réponse aux attaques de M. Corbin:

"Nous sommes que l'opinion publique condamne catégoriquement la récente action de la Manhattan Beach Company, dont le président a déniaisé les israélites de New York indignes de jouir des mêmes privilèges que les autres.

"Nous estimons que ceux qui pourvoient à l'amusement ou à la pensée du public devraient s'abstenir d'une telle distinction odieuse contre aucune classe de résidents, quelles que fussent leurs croyances religieuses ou leur nationalité. Le maire de New-York, le président commercial des Etats-Unis, qui elle-même offensée par cette manifestation méprisable de bigoterie et de préjugé, affectant un corps de résidents qui sont des premiers dans tout ce qui implique la respectabilité et les sentiments honorables.

"Nous recommandons à nos coreligionnaires, tandis que naturellement, en commun avec d'autres citoyens désenés, ils retireront leur clientèle à la compagnie dont le président a de gaieté de cœur méconnu le nom israélite, et s'abstenir de toutes manifestations publiques qui donneraient simplement à cette vulgaire et brutale attaque une importance qu'elle ne mérite pas. Il est au-dessous de notre dignité de nous occuper davantage d'un tel vil assaillant; nous pouvons en toute sérénité laisser le soin de notre défense au sentiment public intelligent et avancé de nos concitoyens, sans distinction de croyance ou de race."

Samedi, qui est, comme on sait, le jour du repos des juifs, mettra donc fin à la question à l'épreuve. Hier, il n'y avait que peu de juifs à Manhattan Beach, mais il y a tout à donner de familles israélites en passion à l'Hôtel. Cependant elles ne sont nullement inquiétées, sans doute parce qu'elles font partie de ces gens bien élevés qui font exception à la classe, d'après M. Corbin.

Lévy, le chanteur connu, qui appartient aussi à la grande tribu, touch